

Lundi 8 janvier 2018

La Suisse est dans «une impasse bilatérale»

Union Européenne Invité samedi aux entretiens de Verbier (VS), l'ambassadeur suisse estime que «les accords actuels avec l'UE s'érodent».



L'ambassadeur suisse Henri Gétaz était samedi à Verbier. *Image: Keystone*

La Suisse est dans «une impasse bilatérale» et ses accords avec l'Union européenne «s'érodent», a estimé samedi au Châble (VS) l'ambassadeur suisse Henri Gétaz. La perspective d'un rapide accord institutionnel pour avancer est mise en doute par Christophe Darbellay.

Invitées à la deuxième édition des entretiens de Verbier (VS), différentes personnalités ont analysé l'état des relations entre la Suisse et l'Union européenne (UE) et essayé de dessiner

leur avenir. Si pour certains, l'année 2017 s'est révélée malgré tout «positive», d'autres livrent un constat plus alarmant.

Impasse stratégique

Au niveau institutionnel, «nous sommes dans une impasse bilatérale, dans une impasse stratégique grave», a affirmé Henri Gétaz, chef de de la Direction des affaires européennes au Département fédéral des affaires étrangères (DFAE).

En plus, «les accords actuels avec l'UE s'érodent». Les entreprises suisses demandent des mises à jour pour rester compétitives avec celles de l'UE et maintenir les équivalences. «Nous n'avons pas conclu d'accords depuis 10 ans» et les inconvénients se multiplient avec des délocalisations et des pertes de croissance.

Reconfirmer le bilatéralisme

Pour sortir de l'impasse, il faut parvenir à conclure l'accord institutionnel demandé par Bruxelles et «reconfirmer ainsi la voie bilatérale». Les questions les plus difficiles restent à trancher et il manque «une résolution politique de part et d'autre» pour y parvenir.

Ce sujet est sur la table depuis une décennie. «Il faut passer l'épaule ou renoncer, il y a un ras-le-bol politique interne suisse. Le moment politique (du choix) est en train d'arriver», a estimé l'ambassadeur.

Pas de précipitation

Le conseiller d'Etat valaisan Christophe Darbellay a reconnu l'importance de cet accord, mais s'est voulu réaliste. «Je ne cède pas à l'optimisme de certains qui pensent parvenir rapidement à une relation normale.» Il se référait notamment aux récentes déclarations du président du Parti socialiste Christian Levrat, qui veut une votation sur le sujet en mai 2019, avant les élections fédérales.

Christophe Darbellay a rappelé qu'il faudrait vraisemblablement faire accepter par le peuple le milliard de cohésion ainsi que le nouveau projet de réforme de la fiscalité des entreprises. De plus, deux initiatives de l'UDC sont sur la table: «les juges étrangers» et la fin de la libre-circulation.

Condition sine qua non

A ses yeux, l'accord institutionnel est repoussé de fait jusqu'à 2020. Quelques minutes auparavant, l'ambassadeur de l'UE en Suisse Michael Matthiessen avait été clair sur ce point: un tel accord est une condition sine qua non pour que tout le reste avance et qu'il y ait un accès au marché européen pour la Suisse.

L'UE vient d'ailleurs de hausser le ton: elle a accordé une équivalence à la bourse suisse pour une année et la Suisse a été placée sur une liste grise dans l'attente de progrès sur ses particularités fiscales. (ats/nxp)

Créé: 06.01.2018, 21h47